

QUESTION ÉCRITE E-0318/10
posée par Milan Cabrnich (ECR)
à la Commission

Objet: Allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires

L'article 13 du règlement (CE) n° 1924/2006¹ du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 concernant les allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires est destiné à garantir que les allégations bien établies portant sur les denrées alimentaires actuellement sur le marché pourront continuer d'exister après la vérification de leur justification par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA). Il a également été prévu que les PME puissent utiliser des allégations sur leurs produits sans devoir se lancer dans une procédure d'autorisation très longue et onéreuse.

On s'attend maintenant à ce que la plupart des allégations soumises pour inclusion à la liste de l'article 13 ne soient pas approuvées par l'AESA, non pas en raison d'un manque de preuves, mais de vices dans la procédure. En particulier, la mise en œuvre chaotique actuelle du règlement conduira à la publication de listes d'allégations de santé adoptées dans le cadre de l'article 13 en quatre lots, à la suite du refus de l'AESA de rendre ses avis tous ensemble, comme prévu par le règlement. Cette adoption en plusieurs fois des règlements de mise en œuvre fausse inutilement un marché concurrentiel. Par exemple, de nombreuses entreprises avec des formulations multi-combinaison sont confrontées à une catastrophe commerciale, lorsque des substances font l'objet d'une réglementation, tandis que d'autres bénéficient d'un délai de plusieurs mois, dans l'attente des avis ultérieurs de l'AESA. Il n'existe en outre aucune évaluation d'impact économique sur les effets du règlement, notamment les allégations non réglementées, les questions d'application et les dispositions transitoires.

C'est pourquoi nous posons les questions suivantes:

1. Quelle est la position de la Commission sur la distorsion considérable du marché et la concurrence déloyale créées par la publication des avis de l'AESA – et l'adoption ultérieure de décision – en différents lots sur une longue période de temps (de février 2010 jusqu'en 2012), au lieu d'une publication unique, telle qu'envisagée par le règlement? Le règlement suppose la publication de la liste finale en une fois, et non en plusieurs lots longtemps après l'expiration du délai indiqué par le règlement, à savoir le 19 janvier 2010.
2. Quelle est la position de la Commission sur le fait que l'AESA évalue les allégations de santé énumérées à l'article 13, paragraphe 1, de la même manière que les autres types d'allégations de santé (celles visées à l'article 13, paragraphe 5, et à l'article 14)? Le préambule au règlement dispose que «Les allégations de santé autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie, reposant sur des données scientifiques généralement admises, devraient faire l'objet d'un type différent d'évaluation et d'autorisation».

¹ JO L 404 du 30.12.2006, p. 9.